



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3559

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. Yannick Favennec, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Yannick Favennec. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture. Monsieur le ministre, la colère gronde dans nos campagnes... Il est de mon devoir de vous alerter. Le monde agricole est au bord de l'explosion : à la crise économique, à la fracture sociale, s'ajoute la désespérance morale. La semaine dernière, trois agriculteurs, dont deux de la même famille, ont mis fin à leurs jours. Tous les deux jours, un suicide touche cette profession. Depuis vos annonces de l'été dernier, rien n'a changé, sauf la ferme France qui va encore plus mal.

Il y a urgence, monsieur le ministre, car la situation est d'une extrême gravité. Nos agriculteurs, en particulier nos éleveurs, n'ont que faire de subventions supplémentaires qui les humilient. Ils veulent qu'on les laisse respirer, en arrêtant de les étrangler à coup de normes.

M. François Sauvadet. Très bien !

M. Yannick Favennec. Ils veulent qu'on les laisse travailler en simplifiant leurs démarches administratives. Ils veulent qu'on les laisse vivre en leur permettant de gagner dignement leur vie.

Monsieur le ministre agissez, et vite ! Signez le décret visant à l'étiquetage de tous les produits transformés ; rétablissez nos relations commerciales avec la Russie ; faites entendre la voix des paysans de France à Bruxelles ; mettez en place une TVA avantageuse pour les éleveurs ; favorisez le renforcement des organisations de productions laitières ; et enfin convoquez les états généraux de l'agriculture en rassemblant l'ensemble des acteurs concernés.

Monsieur le ministre, comment comptez-vous agir pour redonner de la visibilité, de l'espoir, ainsi qu'un véritable avenir à nos agriculteurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, vous venez d'évoquer, dans la conclusion de votre question, des états généraux de l'agriculture. Pendant tout le printemps et l'été, je n'ai cessé de réunir au ministère de l'agriculture l'ensemble des

partenaires concernés. J'ai même obtenu un certain nombre de résultats... qui ont été ensuite remis en cause. Mais je me souviens aussi que, sur vos bancs, la première chose que l'on disait était : « Stop aux tables rondes, aux états généraux, place à l'action. » C'est pourquoi nous avons mis en place le plan de soutien à l'élevage, qui est entré en application.

M. Laurent Wauquiez. Avec quels résultats ?

M. Stéphane Le Foll, ministre. Vous évoquez plusieurs points. Vous dites à juste titre que les agriculteurs ne demandent pas des aides, mais nous sommes bien obligés de leur apporter un soutien, je pense en particulier à l'année blanche, sur laquelle nous allons continuer à travailler car c'est un sujet qu'ils veulent voir pris en compte.

M. François Sauvadet. Ça fait dix ans !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Quant aux prix, monsieur le député, vous qui êtes d'un groupe centriste, libéral, faites souvent des propositions qui visent à libéraliser l'économie, et je vous rappelle que dans une économie de marché, les prix ne dépendent pas directement du ministre. (*Exclamations sur de nombreux bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*) Et s'il y a une responsabilité à engager, c'est celle de l'ensemble des partenaires sociaux concernés et aussi celle des acteurs économiques parties aujourd'hui à des négociations commerciales et auxquels j'ai rappelé qu'ils doivent tenir compte de la situation de l'élevage en France. Chacun a sa part de responsabilité.

Je pourrais multiplier les tables rondes, mais je note qu'au moment de la crise porcine et alors que j'avais négocié, dans le cadre d'un conseil européen exceptionnel obtenu à la demande de la France, des possibilités de stocker, en particulier pour cette filière, des acteurs de l'abattage français n'ont pas utilisé cet outil. Chacun, monsieur le député, doit être rappelé à ses responsabilités dans ce débat. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Yannick Favennec](#)

Circonscription : Mayenne (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3559

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 janvier 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 janvier 2016](#)